

Nations Unies intéressés, notamment le PNUD, la FAO, le PNUE, l'UNESCO et le Comité de la science et de la technique au service du développement.

66. M. Dumas indique que le Gouvernement français consacre déjà au développement rural du Sahel plus de 4 milliards de francs CFA par an, et qu'il est prêt à prendre sa part, en liaison avec les autres sources d'assistance internationale, à la mise en œuvre du programme établi par le Comité permanent interétats. Depuis septembre 1973, le Gouvernement français a tout fait pour participer avec efficacité à l'exécution de ce programme. C'est ainsi qu'il a envoyé des missions dans les Etats intéressés pour répertorier avec les autorités locales les projets de développement susceptibles d'être financés par le Fonds d'aide et de coopération. A la fin du mois d'avril 1974, 24 projets avaient ainsi été financés, pour un montant d'environ 29 millions de francs pour la période 1973-avril 1974.

67. L'aide directement apportée par la France à la lutte contre les conséquences de la sécheresse sous forme d'aide alimentaire et de moyens de transport s'est montée à plus de 46 millions de francs en 1973 et à plus de 118 millions de francs en 1974. A cette aide directe, il convient d'ajouter l'importante contribution du Gouvernement français aux fournitures d'aide alimentaire de la CEE et aux opérations d'urgence décidées par le Fonds européen de développement et le Conseil des communautés, ce qui porte le montant total de l'aide d'urgence apportée par la France aux Etats du Sahel à l'équivalent d'environ 50 millions de dollars. Enfin, la délégation française s'associe aux projets de résolution dont le Conseil est saisi au titre du point 2 de l'ordre du jour.

68. M. SAYAR (Iran) dit que la sécheresse qui a profondément affecté le milieu physique dans la région soudano-sahélienne et éthiopienne a provoqué une situation critique exceptionnelle au cours de ces dernières années. Cette année encore, la situation est peu encourageante et d'après le rapport du Secrétaire général sur l'Ethiopie (E/5611), malgré les chutes de pluie intervenues sur les hauts plateaux, la situation continue d'être précaire dans le sud, le sud-est et en Erythrée. En ce qui concerne l'approvisionnement en produits alimentaires, le rapport du Secrétaire général

indique que l'objectif fixé pour les secours d'urgence en 1974 n'a pas été atteint et que les céréales importées pour les secours alimentaires seront épuisées à la fin de février 1975. La sécheresse a eu des conséquences désastreuses tant du point de vue économique que social. L'agriculture a été très gravement perturbée; d'autre part, l'industrie, qui est liée à la production agricole, a également été très touchée. Dans ces circonstances, il est évident que les pays victimes de la sécheresse ont besoin d'une assistance immédiate. La priorité devra donc être accordée à l'action à court terme. Toutefois, il est encourageant de constater que les responsables des pays intéressés accordent également beaucoup d'importance aux programmes de développement à moyen et long terme. Cependant, en dépit des efforts considérables entrepris par ces pays, il leur sera impossible de surmonter les difficultés sans une assistance énergique de la part de la communauté internationale.

69. La délégation iranienne estime qu'il faudrait que l'ensemble de l'aide apportée par la communauté internationale soit coordonné; il faudra mettre plus particulièrement l'accent sur le développement agricole, pour aider les populations rurales à reconstituer leurs exploitations et leurs troupeaux afin de subvenir à leurs propres besoins. Pour atteindre ce but, il faudrait exploiter scientifiquement les ressources disponibles, diversifier les schémas de production, rationaliser les ressources en eau, améliorer les pâturages, etc. Il va sans dire que les pays industrialisés devront assumer une plus grande responsabilité et mettre davantage leurs connaissances et leur technologie au service des pays ravagés par la sécheresse afin de leur permettre de prévenir à l'avenir de telles catastrophes. Le Gouvernement iranien a pleinement conscience de la nécessité d'assister les pays atteints par la sécheresse. Il a fourni pour sa part, en plus d'une contribution immédiate, une assistance à titre bilatéral et multilatéral en vue de renforcer l'économie des pays intéressés. Enfin, la délégation iranienne appuie les projets de résolution E/L.1646/Rev.1 et E/L.1647 ainsi que celui présenté par le représentant du Pakistan.

*La séance est levée à 18 h 5.*

## 1947<sup>e</sup> séance

Lundi 5 mai 1975, à 15 h 15.

*Président : M. Iqbal AKHUND (Pakistan).*

E/SR.1947

### POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR

**Etude d'une attaque, à l'échelle du système, à lancer contre le problème de la sécheresse dans la région soudano-sahélienne, en Ethiopie et en Somalie (fin)**  
[E/5611, E/L.1625, 1637, 1645, 1646/Rev.1, 1647, 1653]

1. M. CHANG Hsien-wu (Chine) dit que la délégation chinoise appuie les projets de résolution E/L.1646/Rev.1, E/L.1647 et E/L.1653. La situation

dans la région soudano-sahélienne, en Ethiopie et en Somalie est encore extrêmement grave et la délégation chinoise tient à exprimer sa sympathie aux peuples de ces régions qui, sous la direction de leur gouvernement et en s'appuyant sur l'assistance internationale, luttent héroïquement contre la sécheresse. Elle est convaincue qu'ils réussiront à vaincre les difficultés entraînées par ce désastre et estime que les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies devraient continuer à leur fournir toute l'assistance et tous les secours nécessaires à cette fin.

2. M. GAJENTAAN (Pays-Bas) rappelle que sa délégation a déjà préconisé que le problème de la sécheresse en Afrique fasse l'objet d'une attaque à l'échelle du système des Nations Unies. Les Pays-Bas attachent une valeur particulière à l'action globale entreprise tant dans le cadre des organisations internationales qu'au titre de l'aide bilatérale. C'est pourquoi ils participent activement aux missions multidonateurs qui constituent un premier pas dans la voie d'une attaque à l'échelle mondiale. Seule une approche coordonnée et interdisciplinaire pourra contribuer au développement économique et social à long terme des pays intéressés. Le Gouvernement néerlandais est prêt à continuer à mettre sa technologie à la disposition de ces pays et à fournir un appui financier. La délégation néerlandaise compte parmi les auteurs des projets de résolution E/L.1646/Rev.1, E/L.1647 et E/L.1653. Elle aurait préféré toutefois que le Conseil adopte un texte unique. Elle a pris acte des rapports présentés au Conseil au titre du point 2 de l'ordre du jour et apprécie les renseignements supplémentaires fournis par le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires de l'Assemblée générale et par le Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe, ainsi que ceux qui figurent dans les documents du Bureau des opérations de secours dans la région sahélienne de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Elle attend également beaucoup du rapport que le Conseil, dans sa résolution 1878 (LVII), a prié le Secrétaire général de lui présenter. Le Conseil a été informé des activités de divers organismes des Nations Unies; il serait bon cependant que les gouvernements puissent aussi se faire une idée complète des activités de l'ensemble du système.

3. M. STIEPEL (République fédérale d'Allemagne) remercie le Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe, le Secrétaire général adjoint et le représentant du Bureau des affaires interorganisations et de la coordination de leurs déclarations. En ce qui concerne la situation dans la région soudano-sahélienne, la délégation de la République fédérale d'Allemagne estime qu'il est essentiel que les activités entreprises au titre de l'aide bilatérale et par les organismes des Nations Unies visent à lancer une attaque, à l'échelle du système, contre le problème de la sécheresse. La République fédérale, quant à elle, a entrepris des projets à long terme dans le cadre d'un programme de relèvement des régions victimes de la sécheresse et vient de terminer une étude sur les possibilités de développement à long terme du Sahel. Il faudra en particulier développer l'irrigation et tirer parti des ressources en eau encore inutilisées. Il est évident que, pour financer ces efforts, une aide extérieure est nécessaire. La République fédérale concentrera donc à l'avenir son aide sur des objectifs de développement à long terme.

4. La délégation de la République fédérale d'Allemagne a pris note avec satisfaction du rapport fait par le Secrétaire général adjoint sur les activités du Bureau des Nations Unies pour le Sahel et se félicite en particulier de la coopération du Bureau avec le Comité permanent interétats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel. Au moment de la création du Bureau, elle avait craint qu'il vienne s'ajouter aux nombreuses organisations opérant déjà dans le Sahel au lieu de jouer simplement un rôle de coordination. Il ressort de la

déclaration du Secrétaire général adjoint que cela n'est pas le cas.

5. Pour ce qui est de la situation en Ethiopie, il ressort du rapport du Secrétaire général (E/5611) et du rapport oral du Coordonnateur des Nations Unies qu'une aide d'urgence est encore nécessaire dans un certain nombre de provinces. Toutefois, comme il est tout aussi important pour le développement à long terme du pays de prendre immédiatement des mesures destinées à permettre le relèvement des régions touchées par la sécheresse en 1973 et qui ont reçu des précipitations suffisantes en 1974, la République fédérale d'Allemagne met l'accent sur les mesures de relèvement plutôt que sur les secours d'urgence. Son gouvernement a versé 92 millions de marks pour des programmes d'assistance en Ethiopie en 1973 et en 1974, auxquels sont venus s'ajouter 20 millions de marks versés par la population dans le cadre d'un programme de secours organisé par une importante revue. La délégation de la République fédérale d'Allemagne compte parmi les auteurs du projet de résolution E/L.1647 et elle est certaine qu'il recevra l'appui du Conseil.

6. En ce qui concerne la situation en Somalie, l'ampleur des problèmes a déjà été soulignée à la dix-neuvième session du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Les prévisions qui avaient alors été faites se sont malheureusement révélées exactes. Il est évident que, malgré la détermination avec laquelle ils luttent pour faire face à la situation, le Gouvernement et le peuple somalis ne pourront surmonter les graves problèmes engendrés par la sécheresse sans une aide extérieure. C'est pourquoi la République fédérale d'Allemagne appuie sans réserve le projet de résolution E/L.1646/Rev.1. Le Gouvernement de la République fédérale a en outre pris un certain nombre de mesures pour fournir des vivres et des insecticides à la Somalie et pour aider les opérations de transport et de distribution. Il a également l'intention de prêter prochainement son concours aux opérations d'approvisionnement en eau et il augmentera son assistance à la Somalie au cours des prochains mois.

7. M. KLEIN (Etats-Unis d'Amérique) dit que sa délégation a apprécié la précision des rapports faits par le Secrétaire général adjoint, le Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe et le représentant du Bureau des affaires interorganisations et de la coordination. Elle tient également à exprimer son appui au Bureau des Nations Unies pour le Sahel et au Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe. Depuis deux ans, le Conseil économique et social, l'Assemblée générale ainsi que les divers organismes des Nations Unies font un effort remarquable pour attirer l'attention de la communauté internationale sur la tragédie que vivent les habitants des régions d'Afrique victimes de la sécheresse. Les Etats-Unis ont apporté une contribution généreuse pour atténuer les souffrances causées par la sécheresse et il faut espérer que leur assistance contribuera également au relèvement de la région, grâce à la mise en œuvre de programmes de développement à moyen et long terme. Pour les exercices financiers 1973, 1974 et 1975, le Gouvernement américain a versé 219 millions de dollars pour l'aide au Sahel et 46,6 millions de dollars pour l'aide aux autres régions d'Afrique victimes de la sécheresse. La

délégation américaine appuie les projets de résolution E/L.1646/Rev.1, E/L.1647 et E/L.1653.

8. M. MAKEYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques), exprimant la sympathie de son gouvernement aux populations des régions victimes de la sécheresse, dit que la délégation soviétique appuie les projets de résolution E/L.1646/Rev.1, E/L.1647 et E/L.1653. Pour répondre aux besoins urgents des pays frappés par les catastrophes naturelles, l'Union soviétique leur octroie une aide bilatérale : en 1974, par exemple, elle a fourni une aide gratuite à 23 pays dont l'Ethiopie, le Mali, la Mauritanie, la Somalie et le Soudan. En sus des secours d'urgence, elle fournit également une aide importante pour le développement à long terme de ces pays. C'est ainsi que, dans le cadre de l'accord entre l'Union soviétique et la Somalie conclu en 1961, treize projets ont été réalisés, dont six en tant que dons. Des hôpitaux, des logements, des écoles, des conserveries de viande et de poisson ont notamment été construits et l'URSS a envoyé gratuitement du personnel médical et des enseignants. Des gisements de pétrole sont exploités grâce à l'aide soviétique et il est procédé à des travaux de topographie.

9. Dans le cadre des accords entre le Mali et l'Union soviétique, 14 projets sont prévus; cinq écoles ont été construites dont quatre gratuitement et l'Union soviétique a également envoyé gratuitement des professeurs et des médecins.

10. En Ethiopie, l'Union soviétique a aidé à construire une raffinerie de pétrole qui est l'une des installations industrielles les plus modernes du pays et qui lui permet de réaliser des économies de devises en réduisant sa dépendance vis-à-vis de l'étranger pour son approvisionnement en produits pétroliers raffinés.

11. Les accords conclus en 1962 entre l'URSS et le Sénégal prévoient aussi une aide technique à ce pays, notamment pour des travaux de recherche géologique et pour l'exploitation de mines d'or.

12. Outre l'assistance qu'elle fournit à titre bilatéral, l'URSS aide les pays victimes de catastrophes naturelles dans le cadre du PNUD. Elle a d'ailleurs recommandé au Conseil d'administration du PNUD que des mesures spéciales soient prises en faveur de ces pays. L'aide économique et technique aux pays en voie de développement exigeant d'énormes ressources, l'Union soviétique lance à nouveau un appel aux membres du Conseil pour qu'ils réclament l'application de la résolution 3093 (XXVIII) de l'Assemblée générale concernant la réduction de 10 p. 100 des budgets militaires des Etats membres permanents du Conseil de sécurité et l'utilisation d'une partie des ressources ainsi libérées pour l'aide aux pays en voie de développement. Les sommes fabuleuses dépensées dans la course aux armements suffiraient amplement pour parer aux conséquences des catastrophes naturelles et la réduction réclamée des budgets militaires permettrait de fournir aux pays en voie de développement une aide supplémentaire s'élevant à 1 milliard et demi de dollars. L'URSS a tenu compte de ces considérations lorsqu'elle a proposé la convocation d'une conférence mondiale du désarmement. Dans la Charte des droits et devoirs économiques des Etats [résolution 3281 (XXIX) de l'Assemblée générale], un appel est également lancé à tous les Etats pour qu'ils contribuent au désarmement total et utilisent les res-

sources ainsi libérées pour l'aide aux pays en voie de développement.

13. M. FASLA (Algérie) rappelle qu'en 1973 la délégation algérienne a attiré l'attention du Conseil économique et social sur la situation dans la région soudano-sahélienne. Un appel a été lancé à la communauté internationale pour qu'elle aide les Etats de la région à combattre ce fléau et pour qu'elle soutienne leurs efforts dans la lutte contre le sous-développement. Cependant, les efforts déployés n'ont pas reçu toute l'assistance nécessaire. En outre, la sécheresse a touché d'autres régions d'Afrique, notamment l'Ethiopie et la Somalie, auxquelles M. Fasla tient à exprimer la sympathie de l'Algérie. La situation dans ces régions doit recevoir une attention prioritaire de la part du Conseil et des organismes des Nations Unies. M. Fasla espère que la communauté internationale répondra favorablement aux appels lancés dans les trois projets de résolution dont le Conseil est saisi et que ceux-ci obtiendront l'appui unanime des membres du Conseil.

14. M. KOLEV (Bulgarie) tient à exprimer la sympathie du Gouvernement et du peuple bulgares aux populations de la région soudano-sahélienne, de l'Ethiopie et de la Somalie. La délégation bulgare a écouté avec intérêt les déclarations faites par les représentants du Secrétariat sur la situation dans les régions frappées par la sécheresse. Elle approuve les mesures prises par le Conseil et les organismes des Nations Unies pour venir en aide aux pays touchés et espère que les efforts seront poursuivis. Elle estime que la solution des problèmes engendrés par la sécheresse et les autres catastrophes naturelles est directement liée à l'organisation économique et sociale et aux formes de développement des pays intéressés. La lutte contre la sécheresse a plus de chances de succès lorsque la population y prend une part active et lorsque les terres appartiennent à ceux qui les cultivent. C'est donc avec satisfaction que la délégation bulgare prend note des mesures prises à cet égard par les Gouvernements éthiopien, somali et autres. La Bulgarie a elle-même acquis une certaine expérience dans la lutte contre les problèmes engendrés par la sécheresse, expérience qu'elle est prête à partager avec les pays en voie de développement. Elle a envoyé des spécialistes en Afrique et au Moyen-Orient pour aider à construire des systèmes d'irrigation. En outre, elle fournit des bourses de formation à des jeunes gens désireux de se spécialiser dans la construction de barrages et de systèmes d'irrigation. La délégation bulgare a pleinement conscience de l'ampleur des investissements nécessaires et insiste donc une fois de plus sur l'importance de la résolution 3093 (XXVIII) de l'Assemblée générale. Enfin la délégation bulgare appuie les projets de résolution E/L.1646/Rev.1, E/L.1647 et E/L.1653.

15. Le PRÉSIDENT propose aux membres du Conseil d'adopter, sans procéder à un vote, le projet de résolution E/L.1646/Rev.1, intitulé "Mesures à prendre à la suite de la sécheresse en Somalie", tel qu'il a été révisé oralement à la 1946ème séance.

*Le projet de résolution est adopté [résolution 1916 (LVIII)].*

16. Le PRÉSIDENT propose aux membres du Conseil d'adopter, sans procéder à un vote, le projet de résolution E/L.1647, intitulé "Assistance aux régions

d'Ethiopie victimes de la sécheresse", tel qu'il a été révisé oralement à la 1946<sup>ème</sup> séance.

*Le projet de résolution est adopté* [résolution 1917 (LVIII)].

17. Le PRÉSIDENT propose aux membres du Conseil d'adopter, sans procéder à un vote, le projet de résolution E/L.1653, intitulé "Mesures à prendre pour le redressement et le relèvement de la région soudano-sahélienne victimes de la sécheresse".

*Le projet de résolution est adopté* [résolution 1918 (LVIII)].

18. M. FALL (Sénégal) se félicite de l'adoption des projets de résolution relatifs à la situation au Sahel, en Ethiopie et en Somalie. Au nom des pays du Sahel, il tient à remercier tout particulièrement le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires de l'Assemblée générale des efforts qu'il a déployés en faveur de la région sahélienne, la délégation pakistanaise du projet de résolution qu'elle a présenté (E/L.1653) et enfin tous les membres du Conseil et tous les Etats Membres qui ont aidé les pays touchés et leur ont manifesté leur solidarité.

19. Le représentant du Sénégal appelle l'attention sur le paragraphe 4 du dispositif du projet de résolution E/L.1653, dans lequel le Conseil prie instamment le Secrétaire général de continuer à éveiller l'attention du public sur la tragédie qui a frappé les pays soudano-sahéliens et de maintenir l'intérêt porté à l'application du programme défini par le Comité permanent interétats. De l'avis du représentant du Sénégal, il faut également continuer à éveiller l'attention du public sur la situation qui règne en Ethiopie et en Somalie.

20. Des pluies plus abondantes sont tombées cette année dans les pays touchés, mais cela n'aura d'effet immédiat que pour les cultures saisonnières. En effet, il faudra plusieurs années pour que se reconstituent les arbres et le cheptel. Or, c'est dans ce domaine que les pertes sont les plus importantes. Certains pays ont perdu jusqu'à 80 p. 100 de leur cheptel de sorte que la situation dans les pays du Sahel demeure aussi critique que jamais. L'aide que leur apporte la communauté internationale doit donc être non seulement maintenue mais, si possible, accrue.

21. M. JEMBERE (Ethiopie) remercie les membres du Conseil d'avoir adopté le projet de résolution E/L.1647 et exprime sa gratitude au représentant du Kenya qui a présenté le projet de résolution en question.

## POINT 6 DE L'ORDRE DU JOUR

### Organisations non gouvernementales (*fin\**)

PROJET DE RÉSOLUTION II FIGURANT AU CHAPITRE PREMIER DU RAPPORT DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME (*fin\*\**) [E/5635, E/L.1644, 1652]

22. Le PRÉSIDENT signale que, à la suite de consultations, le Conseil est saisi d'un nouveau projet de résolution proposé par lui-même (E/L.1652) et destiné à remplacer le projet de résolution II qui figure dans le

rapport de la Commission des droits de l'homme sur sa trente et unième session (E/5635).

23. M. BROAD (Royaume-Uni) déclare que, en raison du nouveau projet de résolution proposé par le Président, les délégations de l'Australie, de la Norvège, des Pays-Bas et du Royaume-Uni acceptent de retirer leurs amendements, qui avaient été publiés sous la cote E/L.1644.

24. Le PRÉSIDENT propose aux membres du Conseil d'adopter le projet de résolution E/L.1652 sans procéder à un vote.

25. M. FERGUSON (Etats-Unis d'Amérique) rappelle que sa délégation a participé à la trente et unième session de la Commission des droits de l'homme et aux débats qui ont abouti à la présentation du projet de résolution initial sur le point à l'examen. Tout en se félicitant de l'esprit de conciliation qui a permis d'arriver à un accord sur le projet de résolution proposé par le Président, qui a considérablement amélioré le projet de résolution initial, la délégation des Etats-Unis constate qu'il s'agit d'un compromis ne pouvant donner entièrement satisfaction à tous.

26. La délégation des Etats-Unis estime que, lorsqu'on examine la question des déclarations écrites et orales des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif relatives aux droits de l'homme, il y a lieu de tenir compte de deux considérations essentielles : tout d'abord, la nécessité de renforcer les procédures de l'ONU dans le domaine des droits de l'homme, et notamment les procédures relatives aux violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme, prévues dans la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil; et, en second lieu, la nécessité de renforcer les relations entre l'ONU et l'ensemble des organisations non gouvernementales.

27. Pour ce qui est des relations entre l'ONU et l'ensemble des organisations non gouvernementales, il ne faut pas oublier que les fondateurs de l'ONU ont reconnu l'importante contribution que les organisations non gouvernementales pouvaient apporter aux travaux de la nouvelle organisation mondiale et ont ainsi prévu l'Article 71 de la Charte des Nations Unies dont les dispositions constituent la base des fonctions consultatives des organisations non gouvernementales auprès de l'ONU. Le rôle des organisations non gouvernementales a été décisif pour faire connaître les activités de l'ONU et mobiliser l'appui des peuples en sa faveur. Les organisations non gouvernementales sont une source s'expertise non seulement pour les Etats Membres, mais pour l'ONU elle-même, à qui elles ont apporté une aide considérable dans le cadre des conférences internationales relatives à l'environnement et à la population. Elles ont également contribué de manière importante aux programmes de développement. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a estimé que l'assistance technique extérieure fournie par les organisations non gouvernementales en 1973 a dépassé un milliard de dollars et que ce montant s'est accru de 20 p. 100 en 1974. Les organisations non gouvernementales ont enfin joué un rôle essentiel pour appuyer les efforts de l'ONU dans le domaine du respect des droits de l'homme dans le monde entier, ce que reconnaît à juste titre le troisième alinéa du préambule de la résolution qui vient d'être adoptée.

\* Reprise des débats de la 1945<sup>ème</sup> séance.

\*\* Reprise des débats de la 1944<sup>ème</sup> séance.



28. Les dispositions générales relatives au statut consultatif que contient l'Article 71 de la Charte ont été précisées dans la résolution 1296 (XLIV) du Conseil, dont le paragraphe 36 prévoit certains critères pour la suspension ou le retrait du statut consultatif. La délégation des Etats-Unis souscrit à ces critères et estime qu'il y a lieu de les appliquer selon que de besoin. Elle appuie donc sans réserve les dispositions du paragraphe 3 de la résolution qui vient d'être adoptée, demandant aux organisations non gouvernementales de se conformer entièrement aux dispositions pertinentes. Elle éprouve cependant de sérieuses réserves à l'égard du texte du cinquième alinéa du préambule de cette résolution, selon lequel des organisations non gouvernementales ont en fait négligé de se conformer à ces dispositions, et rappelle qu'elle a déjà exprimé ces réserves au sein de la Commission des droits de l'homme.

29. S'agissant des efforts de l'ONU dans le domaine de la promotion et de la protection des droits de l'homme, la délégation des Etats-Unis estime que la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil représente un progrès important en vue d'établir des procédures pour traiter de situations révélant un ensemble de violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme. La délégation des Etats-Unis a été impressionnée, à la trente et unième session de la Commission des droits de l'homme, de constater qu'on s'efforçait en général d'examiner de manière objective les situations portées devant la Commission, sans chercher à juger les pays en cause mais à améliorer les conditions sous-jacentes, en essayant, pour ce faire, de s'assurer la coopération des gouvernements intéressés. Il faut cependant reconnaître que les procédures prévues par la résolution 1503 (XLVIII) sont encore nouvelles et fragiles et qu'il y a lieu de ne négliger aucun effort pour les renforcer. En ce qui concerne le caractère confidentiel prévu par cette résolution pour traiter de prétendues violations des droits de l'homme, il y a lieu de remarquer qu'il tend à assurer non seulement l'examen objectif des faits par les organes compétents de l'ONU, mais également la protection des Etats en cause aussi longtemps que les faits n'ont pas été vérifiés. La délégation des Etats-Unis croit fermement que les dispositions relatives au caractère confidentiel des procédures prévues doivent être strictement respectées par toutes les parties. A cet égard, elle souscrit entièrement aux observations du représentant de l'Egypte selon lequel, en ne respectant pas ces dispositions, on ne peut qu'affaiblir la procédure au détriment de ceux qu'il s'agit de protéger, à savoir les victimes des violations.

30. S'il est vrai que "certaines" organisations non gouvernementales n'ont pas respecté le caractère confidentiel des procédures prévues par la résolution 1503 (XLVIII), il faut souligner qu'on s'accorde à reconnaître que la très grande majorité de ces organisations se conforment entièrement aux dispositions en question. Dans les rares cas, cependant, où il n'en a pas été ainsi, ce sont les Etats Membres eux-mêmes qu'il y a lieu de blâmer, puisque ce sont eux qui ont théoriquement connaissance des procédures confidentielles de la Commission des droits de l'homme et de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités.

31. En résumé, la délégation des Etats-Unis estime que la résolution qui vient d'être adoptée tend à

réaffirmer les règles existantes régissant le caractère confidentiel des mesures énoncées au paragraphe 8 de la résolution 1503 (XLVIII) et celles qui ont trait aux communications orales des organisations non gouvernementales concernant les droits de l'homme. Elle est d'avis qu'il n'y avait pas lieu de lancer un avertissement aux organisations non gouvernementales, comme on l'a fait dans cette résolution, et espère que les organisations non gouvernementales ne considéreront pas celle-ci comme une menace, bien qu'elle vise implicitement les organisations non gouvernementales sans s'en prendre aux gouvernements qui peuvent être eux-même en faute.

32. M. T. AUFMANN (Pays-Bas) déclare que sa délégation n'a pas voulu s'opposer à ce que le Conseil prenne une décision sur le projet de résolution présenté par le Président, mais que c'est à contrecœur qu'elle s'est associée au consensus. Si ce projet avait été mis aux voix, elle n'aurait pas été en mesure de l'appuyer. En effet, elle estime que la résolution adoptée constitue une initiative regrettable et n'est pas justifiée par les faits. Tout d'abord, les critiques dirigées contre les organisations gouvernementales sont sans fondement et par conséquent les avertissements lancés à ces organisations sont injustifiés. En second lieu, le représentant des Pays-Bas ne voit aucune raison de rappeler à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités les devoirs qui lui incombent. Enfin, la résolution adoptée ne met pas suffisamment l'accent sur le rôle essentiel que jouent les organisations non gouvernementales dans les travaux du Conseil ou sur le concours précieux qu'elles apportent à ses organes subsidiaires. C'est notamment le cas en ce qui concerne l'application de la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil. On ne peut rendre les organisations non gouvernementales responsables de violations puisque, en vertu de la procédure confidentielle décrite au paragraphe 8 de cette résolution, elles ne sont pas censées participer à l'élaboration des mesures envisagées en application de la résolution et elles ne sont pas non plus censées savoir quelles sont celles de leurs communications qui font l'objet d'un examen.

33. Il est regrettable aussi que dans cette résolution on mentionne fréquemment l'alinéa b du paragraphe 36 de la résolution 1296 (XLIV). Cela risque de compromettre le rôle extrêmement utile que les organisations non gouvernementales sont appelées à jouer au sein du système des Nations Unies, notamment dans le domaine de la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales. La délégation des Pays-Bas regrette par conséquent l'adoption de cette résolution dont le seul mérite est qu'elle n'affecte en rien les liens existant entre ces organisations et le Conseil.

34. M. BERLIS (Canada) dit que si sa délégation a accepté que le projet de résolution E/L.1652 soit adopté sans vote, elle a cependant certaines réserves à faire à son sujet.

35. De l'avis de la délégation canadienne, les organisations non gouvernementales ont un rôle très important à jouer dans la promotion et la protection des droits de l'homme, et l'ONU et les Etats Membres doivent faire tout leur possible pour les encourager à participer aux travaux de l'Organisation et éviter de prendre des mesures qui risquent de compromettre cette coopération. On peut donc se demander si la résolution

adoptée était vraiment nécessaire. La suspension ou le retrait du statut consultatif d'une organisation non gouvernementale est une question très délicate, qui doit être étudiée avec le plus grand soin, et une telle mesure ne peut être envisagée que dans des circonstances extrêmement graves, c'est-à-dire s'il est effectivement avéré qu'une organisation non gouvernementale "abuse manifestement de son statut consultatif pour se livrer systématiquement, contre des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, à des actes injustifiés ou inspirés par des motifs politiques en violation des principes de la Charte ou en contradiction avec ces principes".

36. Il est bien entendu que toutes les parties doivent respecter les règles existantes lorsqu'il s'agit de communications concernant des violations des droits de l'homme, mais il ne faut pas lancer d'accusations à la légère. Il faut espérer que les organisations non gouvernementales continueront à participer à la réalisation et à la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans le monde entier.

37. M. VRAALSEN (Norvège) rappelle qu'il a déjà eu l'occasion de souligner l'utilité des organisations non gouvernementales et d'insister sur la nécessité de renforcer les liens qui les unissent à l'ONU. Les organisations non gouvernementales sont le principal agent de liaison entre l'Organisation et les peuples des Etats Membres. Elles sont indispensables pour susciter parmi ces peuples l'appui dont l'ONU a besoin et, jusqu'ici, elles se sont très bien acquittées de cette tâche. Il faut donc prendre garde de ne pas compromettre cette contribution extrêmement fructueuse.

38. Aussi, c'est uniquement par esprit de compromis que la délégation norvégienne a accepté que le projet de résolution E/L.1652 soit adopté sans être mis aux voix. Elle estime que cette résolution n'était pas du tout indispensable et a de sérieuses réserves au sujet des paragraphes 4 et 6 du dispositif. Il aurait été en outre préférable que, dans le texte de la résolution, on souligne l'importance de la tâche effectuée par les organisations non gouvernementales.

39. M. NOTHOMB (Belgique) dit que la délégation belge s'est jointe au consensus par lequel le Conseil vient d'adopter le projet de résolution E/L.1652, mais qu'elle émet à ce sujet les mêmes réserves que la délégation des Pays-Bas. Ce qui l'a convaincue de se joindre au consensus, c'est l'inclusion dans le texte de la résolution du troisième alinéa du préambule, où l'on "reconnait que les organisations non gouvernementales ont un rôle important à jouer dans la promotion et la protection des droits de l'homme". La délégation belge tient à saisir cette occasion pour redire toute l'estime et tout le respect que le Gouvernement belge témoigne aux organisations non gouvernementales en général pour leurs travaux dans ce domaine.

40. M. CAVAGLIERI (Italie) indique que, si la délégation italienne s'est associée au consensus sur le projet de résolution E/L.1652, c'est parce qu'au troisième alinéa du préambule le Conseil reconnaît le rôle important que les organisations non gouvernementales ont à jouer dans la promotion et la protection des droits de l'homme, domaine dans lequel la délégation italienne, à plusieurs reprises, a souligné la nécessité de renforcer la capacité des organismes des Nations Unies. Toutefois, le représentant de l'Italie estime que les amendements proposés dans le document E/L.1644

auraient établi un meilleur équilibre entre les différentes parties de la résolution.

41. Tout en déplorant que certaines organisations n'aient pas toujours respecté les dispositions établies et tout en réaffirmant qu'elle approuve pleinement lesdites dispositions, la délégation italienne pense que le projet de résolution proposé à l'origine par la Commission des droits de l'homme a été préparé hâtivement ; il eut été judicieux que la Commission prenne l'avis du Comité chargé des organisations non gouvernementales avant d'examiner la question du caractère confidentiel des procédures prévues dans la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil.

42. Par ailleurs, rien ne prouve que la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités ne respecte pas strictement les conditions d'admissibilité des communications approuvées dans sa résolution 1 (XXIV), et rien ne prouve non plus que le Comité chargé des organisations non gouvernementales n'examine pas attentivement les activités de ces organisations. Aussi, la délégation italienne émet des doutes quant à l'opportunité des paragraphes 5 et 6 et espère que la résolution qui vient d'être adoptée n'aura pas d'effets défavorables sur la contribution que les organisations non gouvernementales apportent à l'action des organismes des Nations Unies dans le domaine de la promotion et de la protection des droits de l'homme.

43. M. MACRAE (Royaume-Uni) se félicite de ce qu'un accord ait pu être atteint sur l'importante question à l'examen. Le projet de résolution E/L.1652 qui vient d'être adopté, qui constitue une amélioration par rapport au projet de résolution présenté par la Commission des droits de l'homme, ne répond cependant pas entièrement aux vœux de la délégation britannique.

44. Pour préciser son point de vue, M. Macrae dit tout d'abord que sa délégation estime que les organisations non gouvernementales doivent se conformer à certaines règles et que, si elles ne s'y tiennent pas, elles doivent être prêtes à en subir les conséquences. Ces règles et les sanctions correspondantes sont prévues dans la résolution 1296 (XLIV) du Conseil. En second lieu, la délégation britannique souscrit aux dispositions relatives au caractère confidentiel des mesures énoncées au paragraphe 8 de la résolution 1503 (XLVIII).

45. La résolution 1296 (XLIV) prévoit les cas de suspension ou de retrait du statut consultatif. Un de ces cas, le seul qui puisse avoir trait à la question à l'examen, vise l'hypothèse où "une organisation abuse manifestement de son statut consultatif pour se livrer systématiquement contre les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies à des actes injustifiés ou inspirés par des motifs politiques en violation des principes de la Charte ou en contradiction avec ces principes". Cette disposition peut certainement faire l'objet d'interprétations différentes. A la session précédente du Conseil, par exemple, certaines organisations non gouvernementales ont utilisé des termes extrêmement durs à l'encontre du Gouvernement chilien. Plusieurs membres qui contestent actuellement certaines initiatives prises par des organisations non gouvernementales n'ont pas alors estimé que les propos tenus contre le Gouvernement chilien aient été déplacés. Il peut y avoir des points de vue différents à

ce sujet, mais la délégation britannique estime que, dans toutes leurs interventions devant le Conseil, les organisations non gouvernementales doivent tenir compte de cette disposition particulière de la résolution 1296 (XLIV).

46. Qu'arrive-t-il cependant si une organisation non gouvernementale ne se conforme pas à l'une des obligations prévues ? Le paragraphe 35 de la résolution 1296 (LIV) attribue au Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales la responsabilité de déterminer dans quelle mesure les organisations se conforment aux principes régissant le statut consultatif et contribuent aux travaux du Conseil. Le Comité peut recommander au Conseil de priver temporairement ou définitivement du statut consultatif les organisations qui n'ont pas satisfait aux conditions prévues dans cette résolution. Il s'ensuit que c'est le Comité chargé des organisations non gouvernementales et non le Conseil lui-même qui doit déterminer en premier lieu si une organisation non gouvernementale ne s'est pas conformée aux principes prévus. Or, la résolution qui vient d'être adoptée, tout en améliorant sur ce point le projet de résolution présenté par la Commission des droits de l'homme, continue de contenir une menace vague et indéterminée à l'encontre des organisations non gouvernementales.

47. S'agissant du caractère confidentiel de certaines procédures, le paragraphe 8 de la résolution 1503 (XLVIII) prévoit que toutes les mesures envisagées en application de la résolution par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités ou par la Commission des droits de l'homme resteront confidentielles jusqu'au moment où la Commission pourra décider de faire des recommandations au Conseil. Certaines organisations non gouvernementales ont soutenu que la résolution ne se réfère pas aux organisations non gouvernementales et ne s'applique donc pas à elles. Tel n'est pas l'avis de la délégation britannique, qui ne pense pas non plus cependant que toutes les initiatives des organisations non gouvernementales relevant de la résolution 1503 (XLVIII) doivent avoir ce caractère confidentiel. Le paragraphe 8 de cette résolution ne vise que les mesures envisagées par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités et par la Commission des droits de l'homme et fait une obligation à tous ceux, y compris les organisations non gouvernementales, qui sont au courant des travaux de ces organes, de ne divulguer aucune information à cet égard. Les organisations non gouvernementales n'ont cependant rien à craindre au sujet de leurs propres communications. Il résulte de la résolution 728 (XXVIII) du Conseil, qui traite des communications concernant les droits de l'homme, que ce sont les auteurs de ces communications qui décident s'ils veulent conserver ou non l'anonymat. Rien n'empêche une organisation non gouvernementale de déclarer publiquement qu'elle a présenté une communication confidentielle concernant la situation dans tel ou tel pays. Rien n'empêche non plus une organisation non gouvernementale de publier la teneur de cette communication si elle le désire, à condition de ne pas révéler les mesures prises par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités ou la Commission des droits de l'homme.

48. En ce qui concerne un aspect particulier de la résolution qui vient d'être adoptée, la délégation britannique tient à préciser qu'elle ne peut pas souscrire au quatrième alinéa du préambule, car il n'y a rien dans le rapport de la Commission des droits de l'homme qui justifie l'affirmation selon laquelle certaines organisations non gouvernementales ont parfois négligé de se conformer aux dispositions relatives au caractère confidentiel des mesures énoncées au paragraphe 8 de la résolution 1503 (XLVIII). Le Conseil n'a pas en effet connaissances d'infractions qui justifient un ton aussi tranchant.

49. M. S. N. SMIRNOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que la délégation soviétique, tout en reconnaissant l'importante contribution que les organisations non gouvernementales apportent dans plusieurs domaines, et notamment dans celui des droits de l'homme, déplore que certaines de ces organisations ne respectent pas les dispositions pertinentes des résolutions 1296 (XLIV) et 1503 (XLVIII) du Conseil. Elle s'est donc associée au consensus sur le projet de résolution E/L.1652, dont elle approuve pleinement les paragraphes 3 et 4, qui imposent d'ailleurs au Secrétariat de l'ONU la tâche particulière de veiller à ce que les organisations non gouvernementales se conforment aux décisions qui y sont prises.

50. La délégation soviétique souscrit également aux dispositions des paragraphes 5 et 6 du dispositif. Enfin, elle ne pense pas que l'adoption de cette résolution aura des conséquences défavorables sur les activités des organisations non gouvernementales qui désirent réellement contribuer aux travaux de l'ONU.

51. M. FALL (Sénégal), soulevant la question de la participation des gouvernements à la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme, rappelle que le Secrétaire général a déjà envoyé une invitation officielle au Gouvernement royal d'union nationale du Cambodge, et propose donc au Conseil de prier le Secrétaire général d'inviter aussi à la Conférence de Mexico le Gouvernement révolutionnaire du Viet-Nam du Sud qui est le seul et unique représentant légitime du peuple sud-vietnamien.

52. M. FERGUSON (Etats-Unis d'Amérique), présentant une motion d'ordre, demande au Président si la proposition du représentant du Sénégal est recevable, étant donné que l'ordre du jour adopté par le Conseil ne prévoit pas l'examen de la représentation de certaines autorités dans les conférences internationales.

53. Le PRÉSIDENT rappelle que l'Assemblée générale a déjà pris une décision sur cette question. D'un autre côté, compte tenu des importants faits nouveaux survenus dernièrement au Viet-Nam et des déclarations qui ont déjà été faites par diverses délégations sur la question de la participation du Gouvernement révolutionnaire du Viet-Nam du Sud à la Conférence de Mexico, le Président propose aux membres du Conseil d'exposer leurs vues sur cette question, étant entendu que cela ne saurait constituer une décision au sens de l'article 49 du règlement intérieur du Conseil.

54. M. FASLA (Algérie), M. FADHLI (Yémen démocratique), M. S. N. SMIRNOV (Union des Républiques socialistes soviétiques), M. BALDÉ (Guinée), Mlle ILIC (Yougoslavie), M. KEMAL

(Pakistan), M. KOSSEV (Bulgarie), M. AL-SHARAFI (Yémen), M. NEUGEBAUER (République démocratique allemande), M. DIAKITE (Mali), M. LOPEZ BASSOLS (Mexique), M. CHIRILA (Roumanie) et M. OCHIRBAL (Mongolie) appuient sans réserve la proposition formulée par le représentant du Sénégal.

55. M. CHANG Hsien-wu (Chine) dit que nul n'ignore que, dans sa lutte contre l'agresseur américain, le peuple sud-vietnamien vient de remporter une immense victoire en renversant le régime fantoche de Saigon. La délégation chinoise souscrit donc pleinement à la proposition tendant à inviter le Gouvernement révolutionnaire du Viet-Nam du Sud à participer à la Conférence de Mexico.

56. M. FERGUSON (Etats-Unis d'Amérique) rejette la façon dont le représentant de la Chine a caractérisé le conflit au Viet-Nam et fait observer que le Conseil examine actuellement la question d'une invitation à la Conférence de Mexico et non pas la politique des parties engagées dans ce conflit.

57. M. CHANG Hsien-wu dit qu'il ne fait pas de doute pour le monde entier, y compris pour le peuple américain, que la lutte du peuple sud-vietnamien contre l'agression a été une lutte juste et victorieuse, qui démontre de façon éclatante qu'un petit pays prêt à lutter peut triompher de l'agression d'une superpuissance.

58. Le PRÉSIDENT dit que, conformément à la résolution 3276 (XXIX) de l'Assemblée générale, la République du Viet-Nam a été invitée à participer à la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme. Cette invitation a été adressée aux autorités de Saigon. Or, celles-ci ont cessé d'exister et le bureau de leur observateur auprès de l'ONU a été fermé. Il est donc évident que ces autorités ne peuvent participer à la Conférence de Mexico. Compte tenu des déclarations faites par diverses délégations à ce sujet, il semble que l'intention générale des membres du Conseil est de prier le Secrétaire général d'inviter les représentants du Gouvernement révolutionnaire du Viet-Nam du Sud à participer à la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme.

59. M. FERGUSON (Etats-Unis d'Amérique) dit que sa délégation regrette profondément la décision que le Conseil vient de prendre, décision qu'elle juge prématurée. Tout comme le Gouvernement des Etats-Unis a déjà fait savoir publiquement qu'il ne reconnaît aucun gouvernement en exil, il se refuse pour l'instant de reconnaître les autorités actuelles de Saigon.

60. Comme on ne peut encore savoir avec certitude quelles sont les autorités au pouvoir à Saigon, le danger d'une double représentation n'est pas écarté. La délégation des Etats-Unis estime qu'il s'agit uniquement d'une question de pouvoirs, qui doit être réglée par une commission de vérification des pouvoirs, dûment constituée et dont les membres auront été dûment désignés, à la Conférence de Mexico.

61. La décision que le Conseil vient de prendre a trait à la reconnaissance des gouvernements et n'est donc pas de la compétence du Conseil, organe subsidiaire de l'Assemblée générale.

62. M. FALL (Sénégal) dit que le Conseil vient de prendre une décision qui l'honore. Il est d'autant plus

surpris par les déclarations de la délégation américaine que l'invitation qui a été faite au Gouvernement de Saigon lui a été adressée après la signature des Accords de Paris. Or, il était spécifié dans ces accords que le gouvernement révolutionnaire provisoire était une entité de la République du Viet-Nam du Sud; elle existait donc déjà au moment où ont été lancées les invitations. Malheureusement, en raison de certaines obstructions, le gouvernement révolutionnaire provisoire ne se trouvait pas à l'ONU en qualité d'observateur. M. Fall est persuadé toutefois que, vu ce qui s'est passé récemment, les représentants authentiques du Viet-Nam du Sud se trouveront bientôt à l'ONU. Il lui semble qu'en bonne logique les Etats-Unis devront bientôt reconnaître le gouvernement actuellement mis en place à Saigon puisqu'ils ont déclaré qu'ils ne reconnaissent aucun gouvernement en exil. La décision prise par le Conseil est donc en accord avec les réalités et doit être maintenue.

63. M. FERGUSON (Etats-Unis d'Amérique) réitère que sa délégation considère que la décision prise par le Conseil est prématurée et que son gouvernement ne reconnaît pas les autorités actuelles de Saigon.

## POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR

### Questions relatives aux transports (*suite*\*)

[E/5620, E/5621, E/L.1649 à 1651, 1654, 1655]

64. M. KLEIN (Etats-Unis d'Amérique) dit que sa délégation ayant assumé la présidence du Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses, c'est au nom de ce comité qu'elle présente les projets de résolution E/L.1649 et E/L.1650. Après avoir été débattus à la huitième session du Comité qui s'est tenue à Genève en décembre 1974, ces projets ont été distribués aux gouvernements représentés au Comité. Quelques modifications de forme y ont été apportées, afin que soient exprimés plus clairement les résultats de la huitième session du Comité.

65. En ce qui concerne le projet de résolution E/L.1650, M. Klein précise que les recommandations 71 et 75 du Plan d'action adopté par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement<sup>1</sup> mentionnées au deuxième alinéa du préambule traitent de la pollution. Commentant le dispositif, M. Klein précise en outre que les amendements dont il est question à l'alinéa a du paragraphe 4 sont résumés dans le rapport du Secrétaire général (E/5621). Il s'agit de refondre les recommandations établies à diverses sessions du Comité d'experts, de les renforcer et de les simplifier. A l'alinéa c, le Secrétaire général est prié de publier les recommandations du Comité sous forme imprimée, celles-ci n'existant pour le moment que sous forme dactylographiée.

66. Le projet de résolution E/L.1649 est de caractère plus général. Le premier alinéa du préambule mentionne la résolution 1743 (LIV) du Conseil dans laquelle le Comité d'experts est prié de préparer un rapport; ce rapport fait l'objet du document E/5620. Dans le deuxième alinéa, le Conseil note que les marchandises dangereuses occupent une place de plus en plus importante dans le commerce international. Le rapport

\* Reprise des débats de la 1945<sup>ème</sup> séance.

<sup>1</sup> Voir A/CONF.48/14/Rev.1 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.A.14), chap. II.



(E/5620) montre clairement l'ampleur du problème lorsqu'il précise que 50 p. 100 des produits échangés peuvent être qualifiés de dangereux. Au paragraphe 1 du dispositif, le Conseil prie le Comité d'experts de poursuivre ses efforts en ce qui concerne l'élargissement et l'approfondissement des recommandations, c'est-à-dire de poursuivre la tâche qui lui a été confiée. Au paragraphe 2, il prie le Comité d'étudier la possibilité d'élaborer une convention internationale sur le transport des marchandises dangereuses : cela reflète en fait une conclusion à laquelle le Comité avait abouti à sa huitième session.

67. Le représentant des Etats-Unis espère que ces projets de résolution seront adoptés par consensus.

68. M. WYNDHAM (Australie), présentant les amendements (E/L.1654) au projet de résolution E/L.1649, déclare que la possibilité d'élaborer une convention internationale sur le transport des marchandises dangereuses est actuellement examinée par un certain nombre d'organismes internationaux. Si donc la délégation australienne a élaboré ces amendements, c'est parce qu'elle souhaite que des consultations étroites aient lieu entre ces divers organismes et que l'élaboration d'une telle convention soit, si possible, entreprise en commun. L'Organisation de l'aviation civile internationale et l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (OMCI) sont mentionnées spécifiquement dans le nouveau paragraphe 3, parce qu'elles s'occupent directement de la question du transport des marchandises dangereuses. Il est bien entendu toutefois que d'autres organes qui s'occupent également de certains aspects de la question doivent pouvoir participer à ces consultations, de façon que tous les points de vue puissent être entendus.

69. M. DONNELLY (Royaume-Uni), présentant l'amendement proposé par sa délégation (E/L.1655) au projet de résolution E/L.1650, rappelle qu'à sa dernière session le Comité d'experts a décidé d'entamer des discussions avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), afin de déterminer le rôle qu'il serait appelé à jouer dans la lutte contre la pollution. Etant donné par conséquent que ce rôle n'a pas encore été clairement établi, la délégation britannique estime qu'il est difficile au Conseil économique et social de "reconnaître l'importance" de ce rôle. C'est pourquoi elle propose un nouveau texte qui, à son avis, reflète plus exactement la situation.

70. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) indique que l'adoption par le Conseil du projet de résolution E/L.1650 entraînerait des incidences financières. Les services du consultant dont il est question à l'alinéa b du paragraphe 4 coûteraient environ 7 500 dollars, somme sur laquelle l'attention du Conseil a déjà été attirée au paragraphe 24 du rapport du Secrétaire général (E/5621).

71. En ce qui concerne la publication des recommandations sous forme imprimée, les estimations données dans le document E/5621 étaient à l'origine de 58 000 dollars au total. L'Office des Nations Unies à Genève a depuis révisé ce chiffre et évalue maintenant le coût total de la publication de ces recommandations en anglais, espagnol et français, y compris les frais de traduction en espagnol, à environ 90 000 dollars.

72. M. BRITO (Brésil) fait observer que la question du transport des marchandises dangereuses est très

technique et regrette que le Comité d'experts n'ait compris aucun expert originaire de pays en voie de développement. S'il est vrai que le transport des marchandises constitue un problème universel, on ne voit pas pourquoi les pays en voie de développement n'ont pas été associés à l'élaboration des recommandations qui sont maintenant soumises au Conseil.

73. M. Brito estime donc préférable que le Conseil puisse disposer de davantage de temps pour examiner à fond les recommandations et étudier la meilleure manière de procéder pour entreprendre l'élaboration d'une convention éventuelle. Il est absolument nécessaire que les pays en voie de développement puissent participer aux travaux du Comité.

74. Le représentant du Brésil propose par conséquent de reporter l'examen de la question à la cinquante-neuvième session du Conseil économique et social, malgré le surcroît de travail que cela représentera pour la plupart des délégations en raison du caractère technique du problème, et malgré l'ordre du jour chargé de cette session.

75. M. DONNELLY (Royaume-Uni), présentant le projet de résolution E/L.1651, indique que ce texte a pour but de faciliter le commerce des marchandises dangereuses dont l'emballage est conforme aux normes recommandées par le Comité d'experts. Le représentant du Royaume-Uni signale à ce propos que la teneur de ce projet de résolution a été approuvée en principe par le Comité lui-même à sa session de décembre.

76. Ce projet de résolution a des objectifs limités : le premier, énoncé au paragraphe 1 du dispositif, est que les organisations de transport internationales fondent leurs réglementations sur la base des normes recommandées par le Comité d'experts. Le paragraphe 2 a pour but d'empêcher que des marchandises répondant aux normes internationales mises au point par l'OMCI et l'Association du transport aérien international soient bloquées dans des ports ou des aéroports du fait que la réglementation locale est différente. Les problèmes posés par la variation des normes en matière d'emballage constituent un grave obstacle aux échanges et doivent être éliminés. Ce projet de résolution ne porte que sur les transports à destination et en provenance des aéroports et des ports maritimes. Enfin, le troisième objectif de ce projet est d'inviter les Etats Membres à prendre les mesures nécessaires à l'application de normes d'emballage adéquates. En effet, il s'est produit ces derniers temps quelques incidents qui auraient sans doute pu être évités si chaque pays avait scrupuleusement respecté les normes recommandées par le Comité d'experts.

77. Pour conclure, le représentant du Royaume-Uni espère que le Conseil pourra adopter sans vote le texte présenté, qui n'a qu'une portée très limitée.

78. Le PRÉSIDENT propose de reporter au lendemain l'examen des projets de résolution présentés au titre du point 5.

### POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

**Budget-programme pour 1976-1977 et plan à moyen terme pour 1976-1979 (suite\*) [E/5612, E/5613 et Corr.2 à 4, E/5614, E/5632, E/5643, chap. I, projet de**

\* Reprise des débats de la 1943ème séance.

**résolution III; E/5660, E/5661 et Corr.2, E/L.1642, 1643/Rev.2]**

79. Le PRÉSIDENT propose aux membres du Conseil d'adopter, sans procéder à un vote, le projet de décision révisé (E/L.1643/Rev.2) présenté par la délégation mexicaine.

*Le projet de décision est adopté [décision 74 (LVIII)].*

80. M. LOPEZ BASSOLS (Mexique) souligne l'importance du projet de décision qui vient d'être adopté. Plusieurs pays en voie de développement ont fait savoir en effet qu'il ne leur serait pas possible, pour des raisons d'ordre économique, d'envoyer de délégation à la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme. Or, cette conférence doit définir les objectifs de base d'un programme international d'action, et ce n'est pas un nombre limité de pays qui doit avoir la responsabilité de déterminer des objectifs applicables au monde entier. La participation de la très grande majorité, sinon de la totalité, des pays du tiers monde à la Conférence est donc essentielle.

81. M. López Bassols demande aux gouvernements qui s'engagent à verser de nouvelles contributions destinées à couvrir les frais de voyage de représentants de pays en voie de développement qui demanderaient une telle assistance pour se rendre à la Conférence de bien vouloir en informer le Secrétaire général dès que possible.

82. M. WILDER (Canada) dit qu'il a le plaisir d'informer le Conseil que le Gouvernement canadien a accepté de verser une contribution pour couvrir les frais des représentants de pays en voie de développement qui, pour des raisons économiques, seraient dans l'incapacité de participer à la Conférence de Mexico.

## POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR

### Rationalisation des travaux du Conseil et de ses organes subsidiaires (suite\*) [E/5633, E/L.1648]

83. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à se prononcer sur le projet de résolution figurant dans le document E/L.1648.

84. M. STURKEY (Australie), présentant un amendement oral au projet de résolution, propose d'ajouter le paragraphe supplémentaire suivant au dispositif :

*“Décide en outre de renvoyer à 1976 l'examen du mécanisme que constituent les organes subsidiaires du Conseil, y compris le mécanisme pour le programme et la coordination”.*

85. Le PRÉSIDENT dit que, s'il n'entend pas d'objection, il considérera que le Conseil décide d'adopter le projet de résolution E/L.1648, tel qu'il a été amendé oralement par le représentant de l'Australie, sans procéder à un vote.

*Le projet de résolution, tel qu'il a été oralement amendé, est adopté [résolution 1920 (LVIII)].*

86. M. DONNELLY (Royaume-Uni) dit que le fait que la délégation britannique s'est associée au consensus sur le projet de résolution E/L.1648 ne saurait être interprété comme une modification de sa position à l'égard de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats.

*La séance est levée à 18 h 20.*

\* Reprise des débats de la 1941<sup>ème</sup> séance.

## 1948<sup>e</sup> séance

Mardi 6 mai 1975, à 10 h 50.

Président : M. Iqbal AKHUND (Pakistan).

E/SR.1948

## POINT 7 DE L'ORDRE DU JOUR

### Questions relatives au développement social

#### RAPPORT DU COMITÉ SOCIAL (E/5664)

1. Le PRÉSIDENT dit que, si aucune objection n'est formulée, il considérera que le Conseil convient de suivre la pratique établie pour l'examen des rapports des comités de session, à savoir, prendre une décision sur toutes les recommandations concernant un point donné avant d'entendre les explications de vote.

*Il en est ainsi décidé.*

2. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à examiner les projets de résolution et les projets de décision recommandés au Conseil par le Comité social, au paragraphe 28 de son rapport sur les questions relatives au développement social (E/5664). S'il n'entend pas d'objection, il considérera que le Conseil souhaite adopter les projets de résolution I à V sans procéder à un vote.

*Les projets de résolution I à V sont adoptés [résolutions 1921 (LVIII) à 1925 (LVIII)].*

3. Le PRÉSIDENT, à propos du projet de résolution VI, appelle l'attention du Conseil sur le fait qu'une résolution portant sur la même question a également été recommandée par le Comité économique (E/5670, par. 30, projet de résolution III).

4. M. MACRAE (Royaume-Uni) propose que, par souci de rationalisation, les deux projets de résolution soient adoptés en tant que parties A et B d'une même résolution du Conseil.

5. Mlle GARCIA DONOSO (Equateur) souscrit à la proposition du Royaume-Uni, mais souligne que le groupe de travail qui serait chargé de coordonner les activités des institutions intergouvernementales, des institutions spécialisées et des organes des Nations Unies devrait tenir compte non seulement de l'aspect social et de l'aspect relatif aux droits de l'homme de